

«Habyarimana, Juvénal»

## **DISCOURS, MESSAGES ET ENTRETIENS**

207

de Son Excellence  
le Général-Major HABYARIMANA Juvénal  
Président de la République Rwandaise  
et Président-Fondateur du Mouvement  
Révolutionnaire National pour  
le Développement.



## **DISIKURU, UBUTUMWA N'IBIGANIRO**

bya Nyakubawa  
Jeneral-Major HABYARIMANA Yuvenali,  
Prezida wa Repubulika  
akaba na Prezida-Fondateri wa Mouvement  
Révolutionnaire Iharanira  
Amajyambere y'u Rwanda.

**1983**

DISCOURS DU GENERAL-MAJOR HABYARIMANA  
JUVENAL PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE RWANDAISE ET PRESIDENT DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT A L'OCCASION DU 10ème ANNIVERSAIRE DE LA IIème REPUBLIQUE.

KIGALI, LE 5 JUILLET 1983.

*Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement  
et Très Chers Frères,  
Citoyen Président et Très Cher Frère,  
Camarade Président et Très Cher Frère,  
Messieurs les Chefs de Délégation,  
Messieurs les membres du Corps Diplomatique et  
Consulaire,  
Distingués invités,  
Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,  
Militantes et Militants du MRND,*

En prenant la parole en ce moment, je voudrais souhaiter la bienvenue à nos illustres Hôtes qui sont venus se joindre à nous pour fêter dans la joie et l'allégresse le 10ème anniversaire de la IIème République et les remercier du fond du cœur d'avoir bien voulu accepter notre invitation. Je formule ces vœux en mon nom personnel et au nom de tout le peuple rwandais rassemblé au sein du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement. Votre présence sur cette terre hospitalière du Rwanda nous honore au plus haut point et nous ne ménagerons aucun effort pour que votre séjour soit aussi agréable que possible.

Votre participation personnelle aux manifestations de ce jour marque encore une fois un pas en avant dans le renforcement des liens historiques d'amitié, de solidarité et de

coopération qui existent entre nos peuples respectifs. Le peuple rwandais, fier de votre présence, voudrait par cette même occasion vous dire combien il apprécie hautement les efforts que vous déployez en vue de consolider les acquis de l'indépendance de vos pays respectifs.

*Militantes et Militants du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement,*

En ce jour anniversaire du 5 juillet, nous voici à nouveau rassemblés pour commémorer dans l'allégresse, les trois événements les plus marquants de l'histoire contemporaine de notre pays. Vous le savez tous, il s'agit du 21ème anniversaire de notre indépendance nationale, du 10ème anniversaire de l'avènement de la IIème République et du 8ème anniversaire de la création du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement.

Il y a exactement une année, devant cette même tribune, je vous faisais le bilan des 20 ans de l'Indépendance de notre pays. Aujourd'hui, pour éviter des répétitions, mon propos se limitera à vous donner un tableau clair de la vie de la IIème République. Je suis heureux de constater que le Peuple Rwandais célèbre 10 ans de paix et d'unité retrouvées après la période troublée d'avant le 5 juillet 1973. Il n'est nul besoin de m'étendre sur les circonstances qui ont précédé l'avènement de la IIème République. Permettez-moi cependant de les rappeler brièvement.

Par la révolution de 1959, le peuple rwandais a收回é son droit à la dignité, à la justice, à la liberté et à la démocratie, autant de droits inaliénables dont il avait été longtemps privé par le régime féodo-colonial.

Durant quelques années qui suivirent, les autorités politiques ont su sauvegarder les acquis de cette Révolution; elles ont travaillé d'arrache-pied pour mettre notre

pays sur la voie de la démocratie et du progrès dans des circonstances difficiles. C'est le lieu de rappeler le rôle joué par feu Grégoire KAYIBANDA. Le peuple rwandais a, à cause de ses nombreux mérites, effacé tous les reproches qui lui ont été faits dans la suite.

Fier des acquis de cette Révolution, le peuple rwandais a pu préparer consciencieusement son Indépendance acquise le 1er juillet 1962 et dont nous célébrons le 21ème anniversaire. Mais une situation politique malheureuse eut vite menacé d'effacer les acquis de notre Révolution.

La première moitié de 1973 fut marquée par des mouvements de troubles endémiques caractérisés par des luttes intestines, la destruction et le pillage des biens, l'accentuation des rivalités régionales et ethniques. Ces troubles s'accompagnaient d'une situation économique en décadence, où prédominait la politique du favoritisme dans la distribution des crédits, des biens et services. La scène politique était caractérisée par un régionalisme outré, monopolisée par une poignée de politiciens véreux, sans scrupules. Ils s'étaient préoccupés de circonvenir le Chef de l'Etat en l'empêchant de prêter l'oreille à toute autre idée qui n'émanerait pas de leur caste. Un climat de haine, d'intrigues et de division avait été créé, développé et entretenu par ces hommes politiques qui ne visaient que leurs propres intérêts.

Partout dans le pays, le désordre avait pris place, la loi était méconnue, la haine et l'insécurité prévalaient.

Les Forces Armées Rwandaises, garantes de la sécurité nationale, menacées de dislocation, prirent leurs responsabilités. Dans la nuit du 4 au 5 juillet 1973, face au chaos, à l'irresponsabilité et aux menaces, elles menèrent cette action salvatrice. Elles ont dit énergiquement NON à

cette poignée de gens qui voulait diviser les Fils et les Filles du pays. Grâce à cette Révolution morale, nous avons instauré la 11ème République. Son objectif, rétablir la Paix, l'Unité, la Concorde Nationale pour remettre le pays sur la voie du progrès.

*Militantes, Militants du MRND,*

Dans le discours - programme du 1er Août 1973, j'ai défini les principes de base qui allaient guider les autorités de la 11ème République. Ces principes constituent les critères de référence pour établir le bilan de notre action. Dans ce discours, j'ai souligné que notre premier devoir est la sauvegarde de la tranquillité publique tant aux frontières qu'à l'intérieur de la République; tranquillité devant garantir la sécurité des personnes et des biens. L'objectif principal était et reste la recherche de la paix et de l'Unité entre tous les Citoyens. Pour y arriver, nous avons compté sur votre détermination à œuvrer pour une paix solide. Le peuple rwandais tout entier a contribué à la restauration de cette ère nouvelle, ère de Paix, d'Unité et de Concorde Nationale. Les Forces Armées ont bénéficié de votre concours. Soyez-en fiers.

Sur le Plan Socio-Economique, les problèmes étaient plus complexes. J'ai dit que la sécurité ne peut en effet être totale si les gens continuent à mal manger, à mal loger, à s'habiller insuffisamment et à végéter dans l'ignorance et dans le sous-emploi. Je vous ai dit que le Coup d'Etat du 5 juillet ne pouvait opérer des miracles sur le plan socio-économique, car les gouvernements changent mais les problèmes de notre pays demeurent, liés à la pauvreté de notre sol et de notre sous-sol, à l'explosion démographique et à l'enclavement. Nous avons ensemble déployé beaucoup d'efforts pour chercher les solutions à ces problèmes, nous

devons nous féliciter des résultats, même si le chemin à parcourir reste encore long.

Les nationaux ont été poussés vers un effort d'investissement. Nous avons déclaré que nous ne sommes pas de ceux qui sont jaloux des efforts individuels rwandais. Notre principe a été toujours que le Rwanda ne sera développé que par ses propres enfants. L'étranger ne viendra que quand il se rendra compte que tout est calme et que ses investissements promettent les meilleurs bénéfices.

Pour moi, ce principe reste fondamental et c'est pourquoi il a été demandé que les organismes de crédit soient restructurés pour être à même de renforcer la capacité d'investissement des collectivités locales et des familles.

Sur le plan des relations extérieures, notre objectif était l'amélioration des relations amicales avec les pays qui aident au développement de notre pays. Notre souci constant était de sauvegarder la paix internationale dans le cadre de la solidarité humaine.

Dans le même discours, j'ai également insisté sur le fait que l'enseignement devait retenir notre particulière attention. J'avais alors indiqué que l'enseignement primaire devait être conçu non pas pour conduire au cycle secondaire mais pour donner à la nation des Citoyens responsables, capables de participer utilement à l'effort général du développement.

Il s'avérait en effet nécessaire de réformer le système de notre enseignement pour préparer le plus grand nombre à s'intégrer au milieu rural.

*Militantes, Militants du MRND,*

Pour sortir de l'état de sous-développement, la 11ème République a porté une attention particulière aux activités socio-économiques. L'Etat n'étant pas capable de les financer toutes, il a paru nécessaire d'en appeler à toutes les forces vives du pays en les canalisant par l'Umuganda, institué en 1974. L'Umuganda reste la pierre angulaire de notre politique car l'amélioration du sort de chacun exige une mobilisation effective de toutes nos ressources et énergies. Conformément au principe de notre Mouvement, le Rwanda ne peut être construit que par la somme des efforts de ses propres filles et fils.

J'ai rappelé à plusieurs reprises la place primordiale devant revenir aux travaux communautaires de développement. Notre progrès sera en effet avant tout le fruit de nos propres sacrifices. Chaque responsable, de quelque échelon qu'il soit, doit se convaincre de son rôle d'animateur du progrès et de l'obligation qui lui incombe de promouvoir encore plus la participation de tous à l'Umuganda.

Ces travaux communautaires de développement sont actuellement à l'origine de plusieurs réalisations dont notre pays peut être fier. Ces réalisations portent essentiellement sur l'aménagement foncier, la culture des champs modèles, le reboisement, l'entretien des cafériers, l'adduction et l'entretien des sources d'eau potable, la construction et l'entretien des routes, d'écoles et des bâtiments administratifs et sociaux. Certains crurent au retour des corvées de l'époque féodo-coloniale. L'orientation et les résultats furent le meilleur démenti. L'Umuganda bien planifié est et restera un instrument fort utile pour le Développement socio-économique du pays. Il démontre l'importance que nous attachons au travail surtout manuel en tant que valeur et en tant que source principale de notre prospérité.

*Militantes, Militants du MRND,*

L'apogée de la mobilisation du peuple rwandais pour sortir du sous-développement s'est réalisée avec la création du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement dont nous fêtons le 8ème anniversaire aujourd'hui.

Nous attendions de ce Mouvement «la liquidation définitive des séquelles de la haine et de la division créées par l'histoire de notre pays parmi les trois groupes ethniques et entre les régions. Nous en attendions le bannissement de la mentalité rwandaise des survivances de la féodalité : esprit de caste, de cour et d'intrigues qui constitue un frein au développement national». Nous pouvons à ce propos nous réjouir de ce que la concorde règne entre les rwandais, basée sur les principes de respect mutuel. Une poignée d'individus, gavés de pouvoir que leur conféraient les postes qu'ils occupaient dans la hiérarchie administrative, ivres des fruits de cette politique de paix et dévorés par des ambitions immodérées, tentèrent un retour à une politique basée sur l'opposition ethnique et régional. Les plans de ces malfaiteurs furent découverts, la justice fut saisie et se prononça en toute liberté et en toute indépendance.

En vue de réaliser pleinement la mobilisation de tous les rwandais, les statuts du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement prévoient différents organes, centraux, préfectoraux et des organes de base.

Au moment où nous fêtons le 8ème anniversaire de la création du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement, nous pouvons nous féliciter du bon fonctionnement de tous ces organes, caractérisé par un esprit de dialogue permanent entre dirigeants et dirigés.

Depuis la création du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement, quatre Congrès Nationaux ont été tenus et les résolutions qui en émanent constituent les fils conducteurs de l'action tant des autres instances du Mouvement que du Gouvernement lui-même.

Je reviendrais notamment sur les résultats du quatrième Congrès du MRND qui ont prouvé la maturité politique atteint par le peuple rwandais. Je voudrais encore une fois remercier tous les Militantes et Militants du MRND qui, à travers leurs dignes représentants à ce 4ème Congrès m'ont de nouveau renouvelé toute la confiance que ne cesse de me témoigner mon peuple.

Je voudrais quant à moi, vous assurer de ma ferme détermination à œuvrer au bien-être de la population dans ce climat de paix et de concorde nationales retrouvées.

*Rwandaises, Rwandais,*

Le Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement a grandement contribué à la restauration de la paix et de la Concorde Nationale, conditions indispensables pour assurer à notre pays la sortie du sous-développement. Guidé par ses directives, le peuple rwandais a vu progressivement s'opérer le retour aux institutions démocratiques, promesse figurant dans les premières déclarations politiques qui ont suivi l'action du 5 juillet 1973.

Les étapes de la restauration de la démocratie, nous les avons vécues ensemble. Le référendum constitutionnel, les élections présidentielles de décembre 1978, la réélection des Conseillers Communaux en janvier 1980, la mise en place des organes du MRND au niveau Communal et Préfectoral en mars 1980, et enfin l'élection des Députés au C.N.D. le 28 décembre 1981. Cette dernière étape a été

franchise sans encombre car une fois de plus, le Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement a pris à son compte l'organisation des opérations électorales. Vous le savez déjà les mêmes opérations sont également prévues cette année. Nous invitons solennellement les Militantes et les Militants de notre Mouvement à faire preuve de la même discipline et de la même détermination à sauvegarder les acquis de la révolution morale du 5 juillet 1973.

Ces acquis ne se limitent évidemment pas au domaine politique, ils concernent aussi bien le secteur de la production. En vue de mobiliser la population pour augmenter cette production et par là, accroître les chances de bien-être de tous les citoyens, il a paru nécessaire de fixer annuellement un thème de référence. C'est ainsi que 1974 a été dédiée au travail agricole. Je vous disais, à l'aube de cette année nouvelle 1974, que «l'économie du Rwanda tiendra encore pour plusieurs années à nos productions agricoles. Il fallait dès lors que le peuple rwandais soit sensibilisé sur la nécessité d'augmenter nos récoltes, tant des produits vivriers que des produits d'exportation.

Les thèmes retenus pour les années suivantes devaient témoigner du souci constant d'assurer le bien-être de la population par l'augmentation de la production (1975), l'amélioration de l'habitat (1977), la promotion de l'élevage (1978), la réforme de l'enseignement (1979), la conservation des sols (1980), la recherche et la bonne utilisation des ressources hydrauliques (1981), la lutte anti-érosive (1982), et le reboisement (1983).

Je me dois d'insister à nouveau sur le caractère permanent de ces thèmes. Ils doivent demeurer des mots d'ordre et des points de référence dans la lutte pour l'auto-suffi-

sance alimentaire et l'amélioration des conditions de vie de tout citoyen.

*Militantes, Militants du MRND,*

Si nous célébrons aujourd'hui le dixième anniversaire de la Deuxième République, nous ne pouvons pas oublier que c'est grâce à l'intervention de votre armée que celle-là est née. Le Haut Commandement de votre Garde Nationale d'alors vous précisait le Cinq juillet 1973 : «La Garde Nationale, vos propres enfants — ne peut jamais tolérer que le pays soit découpé en morceaux. Elle ne peut pas cautionner les haines et les factions régionales. Elle refuse les limitations régionales préconisées par les ennemis de l'Unité Nationale. L'action de votre armée était et reste destinée à sauver cette unité nationale, à mettre et à maintenir le pays sur les rails».

Vos Forces Armées prirent cette décision salvatrice. Mais elles décidèrent aussitôt d'associer toutes les forces vives du pays à l'action de redressement National.

Les Forces Armées ont également entrepris d'assurer une formation tant civique que professionnelle à une partie de la jeunesse descolarisée. Ce faisant, elles permettent à ces jeunes d'échapper à l'oisiveté, source de vagabondage et de banditisme. Ma ferme volonté est de maintenir la paix, l'unité et la cohésion à partir de tous les éléments composant notre société : éléments ethniques, régionaux, religieux, militaires, civils, paysans, fonctionnaires, riches, pauvres, dirigés et dirigeants.

Il ne m'est jamais arrivé à l'esprit de ménager quelqu'un parce qu'il était de nos rangs, bien au contraire. A la compréhension, j'ai toujours joint l'invitation à un effort perpétuel de renouvellement, de dépassement de soi, pour

que chacun s'élève sans relâche à la hauteur de sa mission. Le métier d'arme est exigeant. J'ai toujours voulu aussi que les hommes qui ont choisi de servir le pays au sein des Forces Armées, se sentent intégrés au sein de la société pour le développement entier de notre peuple. C'est ce que nous enseigne le Manifeste de notre Mouvement. «Les forces armées, longtemps tenues en dehors des activités économiques et sociales de la Nation, sont désormais intégrées aux cadres de la mobilisation générale des masses populaires. Toutes les forces patriotiques et progressistes doivent désormais se sentir plus concernés». Mais leur plus grande contribution au développement reste la défense de ce pays et de sa tranquillité intérieure. La République aurait-elle pu exister sans l'Armée Rwandaise. Qui ignore les attaques dont le Rwanda fut l'objet aux premières années de sa révolution sociale et de son indépendance ? C'est encore elle que le pays dut recourir pour arrêter les troubles et les émeutes qui éclatèrent un peu partout au début de 1973. C'est encore elle qui fut obligée, force organisée, de ramener la paix dans les cœurs et de mettre fin aux divisions ethniques et régionales. Et toujours vos Forces Armées, par son corps de Gendarmerie, neutralisent ceux qui voulurent, par la subversion et la violence, remettre en question les heureux acquis de notre révolution morale de juillet soixante-treize.

Nos pays ont accédé à l'indépendance souvent dans des conditions difficiles et furent forcés d'investir une partie importante de leurs ressources dans les dépenses militaires pour s'assurer d'une capacité de défense appropriée. Bien que le Rwanda compte sur l'efficacité des Forces Armées pour assurer la sécurité de ses frontières et celle à l'intérieur du pays, et pour s'occuper d'autres tâches à leur mesure, les dépenses militaires du Rwanda, exprimées en pourcentage du PIB sont tombées entre le début et la fin des années 1970 de 3 à 1,5%. Cela montre une fois la préoccu-

pation constante du Gouvernement de la 11ème République d'améliorer le bien-être de toute sa population. Les dépenses de nos maigres ressources doivent être harmonieusement réparties entre tous les secteurs vitaux de la vie nationale. D'autre part, la défense du pays n'est pas le monopole du militaire. Elle appelle la participation de tout citoyen qui doit à son tour se sentir dans les conditions qui l'aident pour un plein épanouissement.

*Militantes et Militants du MRND,*

Depuis l'indépendance de notre pays, le Gouvernement a toujours mis l'accent sur l'épanouissement de la famille et spécialement de la femme. La femme a toujours joué en rôle éminemment important dans le développement du pays. Notre tradition l'intègre complètement dans la vie socio-économique.

C'est pourquoi l'Etat doit veiller à ce que la femme soit mieux armée pour pouvoir affronter tous les problèmes qui puissent freiner son élan dans le chemin du progrès. C'est par la formation à tous les niveaux que ces chaînes pourront être brisées, répondant ainsi au vœu du Manifeste de notre Mouvement qui précise que «le Mouvement soutient l'émancipation de la femme dans le respect des liens familiaux; l'épanouissement de sa personnalité doit être renforcé par l'accès à l'instruction, aux responsabilités professionnelles, sociales, économiques et politiques».

A l'heure actuelle, nous pouvons nous féliciter de ce que le rôle éminent de la femme rwandaise dans notre effort de développement est entièrement reconnu, le nombre sans cesse croissant des filles et des femmes dans tous les secteurs d'activité en est témoin. Cette croissance ne fera que croître avec le temps et nous plaçons beaucoup d'es-

poirs en elles, car la mise en commun de leurs énergies et de leurs compétences, contribuera sans aucun doute au développement harmonieux de notre pays.

Cet espoir touche aussi la jeunesse. D'après le recensement de 1978, les effectifs d'âge actif représentent 63,3% du total de la population. Nous savons tout aussi bien qu'une faible partie des jeunes peut actuellement bénéficier de la formation au niveau secondaire, supérieur et universitaire.

Face à cette réalité, nous avons, dès le discours - programme du 1er août 1973, demandé au Ministère de l'Education Nationale d'«assurer la coopération de toutes les études, auxquelles participent les représentants des différents secteurs concernés, pour trouver une meilleure orientation de l'Enseignement au Rwanda». L'Enseignement Primaire devait dès lors «être conçu non pas pour conduire au cycle secondaire, mais pour donner à la nation des citoyens responsables, capables de participer utilement à l'effort de développement». Dans ce cadre, «le programme de l'Enseignement Primaire devait être conçu, avant tout pour permettre à cette jeunesse de sortir de ce cycle bien armée pour affronter la vie, pour participer utilement au développement national».

En vue de concrétiser ces décisions, l'année 1979 a été proclamée année de l'Education. Le Gouvernement, après avoir organisé un débat public, à travers les Congrès Préfectoraux, comme il est de notre habitude pour tout problème d'importance nationale, a adopté les grandes orientations de la réforme de l'Enseignement et a arrêté les mesures d'application de cette réforme tant à l'échelon primaire que post-primaire et secondaire. Ces mesures d'application constituent un programme qui doit être sans cesse pensé, «afin de s'assurer qu'il est bien compris par ceux-là

mêmes qui doivent l'exécuter et de pouvoir procéder, en temps opportun, aux redressements jugés nécessaires». Parmi les personnes chargées d'exécuter ce programme, les enseignants se placent au premier rang. Cette catégorie a besoin de soutien mais aussi de contrôle, afin d'«écartier les incompétents et les fainéants, mais aussi encourager les bonnes volontés.

Il fallait aussi que ces mesures d'application de la réforme scolaire soient légalisées. Pour ce faire, le Minsitère de l'Enseignement Primaire et Secondaire a élaboré un projet de loi portant révision de la loi du 27 août 1966 sur l'Education Nationale ainsi qu'un projet de loi portant statut des Agents de l'Enseignement public du premier et du second degré. Ces deux textes, après avoir été soumis à l'examen des congrès préfectoraux, ont été examinés par le Comité Central du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement. Après leur adoption, il est permis de penser que ce grand pas franchi sera un stimulant pour ceux-là qui ont la responsabilité de modeler l'avenir du pays en l'assurant de cadres dévoués et compétents.

La construction des écoles primaires dans le cadre de l'Umuganda a contribué d'une façon certaine à augmenter le nombre d'élèves. Malheureusement, bien que des efforts remarquables aient été réalisés, le nombre d'enfants qui passent du primaire à l'enseignement post-primaire et secondaire reste donc trop faible. La même situation se remarque à l'Université. Le manque de locaux appropriés, de matériel didactique et de personnel qualifié constitue un handicap sérieux à l'épanouissement de notre système d'enseignement.

Mais nous pouvons nous réjouir des résultats acquis dans ce domaine, malgré la modicité de nos moyens, et même si le chemin qui reste est encore long et difficile.

Nous devons par conséquent nous y préparer sérieusement, mobiliser toutes nos énergies et toutes nos ressources pour que nous puissions assurer à cette jeunesse un avenir meilleur.

Pour ce qui est de la jeunesse non scolarisée, il convient de rappeler l'objectif fixé au Ministère de la Jeunesse et des Sports le 1/8/1973. «Ce département doit s'intéresser à la formation civique de la jeunesse et à participation à la vie active, vie qui, pour la plupart, se mène dans les milieux ruraux. C'est pourquoi une formation de base agricole, artisanale ainsi que sur le mouvement coopératif doit être donnée».

Dès l'avènement de la IIème République, le Ministère de la Jeunesse et des Sports a veillé à assurer l'encadrement de la jeunesse déscolarisée en formant des encadreurs communaux et en soutenant les centres de formation et les groupements de Jeunes. Ainsi cette jeunesse a pu s'épanouir et acquérir un niveau d'instruction nécessaire à l'exploitation rationnelle de son milieu. Cette action devra être poursuivie pour une meilleure intégration des jeunes non scolarisés et ceux qui seront issus des CERAJ dans leur cadre de vie naturel. De cette façon, il sera possible d'enrayer l'exode rural de plus en plus prononcé des milliers de ces jeunes vers les centres urbains où ils ne tardent pas à être désorientés et à se livrer par la suite au vagabondage et à la délinquance.

En évoquant la délinquance sous les différentes formes, je reviens aux problèmes de sécurité. Nous assistons en effet à une remontée périodique du banditisme. Aussi est-il impérieux de nous occuper de ce problème aussi bien au niveau de l'application stricte des mesures répressives qu'à celui de la mise en œuvre des mesures préventives.

Le Gouvernement a pour sa part veillé à restructurer le système judiciaire et cette réforme est devenue effective depuis avril 1982. Nous restons cependant conscients de la nécessité de sensibiliser davantage les magistrats en insistant sur le fait que la finalité de toute justice est bien la protection des citoyens honnêtes et la garantie de la paix.

Par ailleurs, le Gouvernement a poursuivi la politique de rapprocher la population et les autorités administratives par la multiplication des sous-préfectures. Je rappelerais à ce propos que l'objectif permanent est d'assurer un meilleur encadrement de la population dans les actions de développement. A l'heure actuelle, 22 sous-préfectures ont été créées, réparties dans toutes les préfectures du pays.

*Militantes et Militants du MRND,*

Depuis la naissance de la 11ème République, le problème alimentaire a été toujours l'une de nos préoccupations principales, car la survie de la population en dépend.

L'auto-suffisance alimentaire, objectif ultime de nos différents Plans de développement Economique et Social, est d'une urgence cruciale pour notre pays. Le bien-être et la dignité de tous les Rwandais ainsi que le développement et la sécurité de notre nation l'exigent.

Pour résoudre à tout jamais le problème du déséquilibre de la production agricole et alimentaire, la condition préalable réside dans la démonstration d'une forte volonté politique de consacrer un volume beaucoup plus important de ressources à l'agriculture, de mener à bien une réorientation essentielle des systèmes de production, de mettre en œuvre des politiques qui inciteront les exploitations agricoles à atteindre le niveau plus élevé de productivité, et de mettre en place des mécanismes et des organisations effica-

ces pour la formulation, l'exécution et le contrôle des programmes requis.

C'est ce que nous nous sommes efforcés de faire durant les 10 années qui viennent de s'écouler. Dans mon discours - programme du 1.8.1973, j'ai demandé de rechercher une meilleure productivité avec l'introduction des méthodes culturelles modernes, des mesures de lutte anti-érosive, l'utilisation rationnelle des engrais et la mise en œuvre d'un plan de développement rural.

Les mots d'ordre que j'ai lancés depuis 1974 et l'institutionnalisation de l'Umuganda, démontrent la ferme volonté politique d'augmenter la production agricole et alimentaire.

L'économie de notre pays repose essentiellement sur l'agriculture. Malheureusement celle-ci est sujette à plusieurs contraintes liées à la situation démographique du pays, à la rareté des terres cultivables, à la pauvreté de nos sols et au manque d'intrants agricoles.

L'accroissement rapide de la population et la transformation des structures qui l'accompagnent ont eu plusieurs implications importantes et complexes sur la production alimentaire. Le taux de croissance de la population a été sensiblement égal au taux de la production agricole et alimentaire. La croissance démographique a conduit ainsi à la mise en valeur des zones à potentiel agricole marginal. Cet équilibre dont nous pouvons nous féliciter, mais équilibre précaire, doit être renforcé, en augmentant la production agricole non pas par la mise en valeur des nouvelles terres mais par l'augmentation des rendements par unité de surface.

La destruction de la forêt et de la savane pour satisfaire la demande croissante de combustible et accroître les

superficies cultivables, la dégénérescence des pratiques culturales (disparition de la jachère, surpâturage), des pluies excessives et souvent torrentielles tombant sur un relief fort accidenté ont abouti à l'appauvrissement de nos sols et partant à la diminution de la production.

Le manque d'intrants agricoles lié à la pauvreté des campagnes ne fait que réduire le niveau de la production alimentaire.

Face à tous ces problèmes, nous avons, dès le lendemain de la 11ème République, décidé de mettre l'accent sur des programmes de développement rural intégré en vue d'accroître la production agricole et alimentaire, augmenter les revenus des masses paysannes et enfin élever le niveau de vie des populations concernées. C'est ainsi que les projets suivants ont vu le jour : L'Office pour la Valorisation Pastorale et Agricole de Mutara (OVAPAM), le projet Bugesera - Gisaka - Migongo (BGM), le projet d'Alimentation du Café et des Cultures vivrières au bord du lac Kivu, le projet rural intégré de la crête Zaïre-Nil, l'intensification agricole en préfecture de Gikongoro, l'Intensification Agricole en Préfecture de Butare et Byumba, le projet de développement des Communes Rutare - Giti et Kibungo II, le projet Kigali-Est, et j'en passe.

Si nous devons produire plus, nous devons protéger notre sol, l'améliorer en vue d'augmenter sa productivité. C'est ainsi que la lutte anti-érosive, abandonnée pendant la 1ère République, a retrouvé sa vitalité. Les terrasses établies lors de la période de tutelle ont été reconstituées, les fossés anti-érosifs ont été creusés et ont été renforcés par les herbes fixatrices. Grâce à notre effort de reboisement concrétisé par l'institutionnalisation de la Journée Nationale de l'Arbre, et la proclamation de l'Année de l'Arbre,

les sommets jadis dénudés des collines ainsi que les sols fortement marginaux ont progressivement un couvert végétatif permettant à la fois une meilleure infiltration d'eau dans le sol et une augmentation des possibilités énergétiques pour les ménages. C'est ainsi qu'en dehors des projets d'envergure tels que le projet Pilote Forestier de Kibuye, le projet Agro-Sylvo-Pastoral de Gishwati-Butare-Kigali, plusieurs milliers d'hectares ont été reboisés dans le cadre de l'Umuganda. Des milliers d'avocatiers et d'autres arbres fruitiers ont été plantés pour améliorer la ration alimentaire du Rwandais. Le sol ainsi protégé contre l'agressivité de la pluie peut recevoir des améliorations souhaitées telles que l'utilisation du fumier et des semences sélectionnées en vue de donner plus de rendement.

Toujours dans le souci d'améliorer notre alimentation, un effort particulier a été consenti dans l'élevage. La situation démographique de notre pays et le besoin d'un équilibre protéinique dans notre alimentation nous obligent à couper court avec notre élevage traditionnel de type extensif et de nous engager résolument dans le chemin de son intensification et de son association avec l'agriculture. Même si nous n'avons pas pu enregistrer des résultats extraordinaires dans l'élevage bovin, il y a lieu de nous réjouir des performances acquises dans l'élevage du petit bétail à partir des centres de diffusion de Kabuye, Ruhengeri, Butare et Cyangugu. Cet effort a été répercute auprès des projets de développement devenant ainsi des noyaux de diffusion au niveau local.

Dès l'avènement de la 11ème République, nous avons mis l'accent sur la production vivrière tout en respectant un équilibre nécessaire entre celle-ci et les cultures d'exportations qui, bien que rapportant plus de 80% de nos devises, n'occupent que 4% de la superficie totale cultivable.

Pour que la production agricole et alimentaire progresse, elle doit reposer sur une recherche agronomique solide et adaptée à nos conditions locales ainsi que sur la diffusion de ses résultats. Il faut reconnaître malheureusement que les travaux de recherche agricole, notamment en ce qui concerne les cultures vivrières de base, n'ont pas encore donné de résultats tangibles. Le pays est resté à l'écart des travaux qui se font dans les stations de recherche. Mais il y a lieu d'espérer qu'avec le séminaire sur la recherche agronomique, tenu à Kigali en février dernier, celle-ci pourra être orientée de façon qu'elle puisse se traduire par une plus grande productivité alimentaire.

Si nous déplorons le peu de progrès réalisé dans le domaine de la recherche agronomique, nous devons tout de même nous réjouir de l'effort du Gouvernement dans l'amélioration des services de vulgarisation et dans la formation du personnel d'encadrement. C'est ainsi que depuis l'avènement de la 11ème République, la Faculté d'Agronomie a ouvert ses portes aux étudiants rwandais et que plusieurs écoles agricoles et vétérinaires sont déjà opérationnelles dont notamment l'Ecole Agricole pour filles de Nyagahanga, l'Ecole Agro-Forestière de Nyamishaba et bientôt l'Ecole Agri-Vétérinaire de Busogo. Mais cet encadrement agricole exige encore davantage d'efforts.

En plus des incidences négatives des conditions climatiques et pédologiques, les pertes alimentaires subies après la récolte constituent toujours un obstacle majeur aux efforts visant à réduire le déficit alimentaire grandissant.

Les politiques mal adaptées de fixation des prix et de commercialisation peuvent constituer aussi un obstacle au développement du secteur agricole et alimentaire. Pour remédier à ces problèmes, le Gouvernement a mis sur pied

un système de stockage de produits vivriers (GRENARWA) et a créé l'Office de Valorisation et de Commercialisation des Produits Vivriers et d'Elevage (OPROVIA) dont la capacité de stockage est actuellement de 25.000 Tonnes. Les résultats ne sont pas encore complétement satisfaisants, mais nous pensons et espérons qu'avec les directives données pour les améliorations indispensables, le paysan rwandais pourra être mieux protégé contre le commerçant spéculateur et avoir un prix rémunérateur l'incitant à travailler davantage.

*Rwandaises, Rwandais,*

Dans les vingt prochaines années la population du Rwanda aura doublé. Il faut donc que nous nous y préparions en vue d'assurer à la population une nourriture suffisante. Nous venons de définir notre stratégie alimentaire qui accorde une priorité absolue aux paysans et à la production vivrière dont la mise en valeur des potentialités productives est déterminante pour résoudre la crise alimentaire qui se dessine. La mise en œuvre des politiques d'augmentation de la production suppose de profondes transformations internes et un effort continu sur une longue période. Elle exige aussi la conversion des mentalités au niveau international pour un renforcement des interventions dans la production alimentaire sur place. Il faut bannir à jamais toute forme de dépendance technologique dans ce domaine. Comme il faut bannir en même temps toute politique qui tendrait à habituer notre population à une alimentation qu'elle ne produira pas. Une stratégie alimentaire bien conçue doit favoriser un développement endogène des moyens de production. Sur le plan intérieur des efforts considérables doivent être consentis. La mobilisation de tous les agents économiques et de toutes les énergies est indispensable. Nous devrons veiller à ce que les politiques de stratégie alimentaire touchent

toutes les forces vives de la nation rwandaise et prennent en compte la situation et les aspirations de la population toute entière. Ainsi ces politiques auront contribué à renforcer la solidarité nationale et à écarter le danger de la désarticulation progressive des villes et des campagnes.

*Militantes, et Militants du MRND,*

J'ai longuement insisté sur les problèmes alimentaires et agricoles. C'est qu'aucun développement véritable ne peut voir le jour si ces problèmes ne sont pas maîtrisés. Le Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement veut que tout citoyen rwandais jouisse des conditions les meilleures pour être utile à la société. Or cette capacité ne pourra être valorisée si l'organisme n'a pas suffisamment de vitalité par manque d'une alimentation adéquate.

L'épanouissement de l'homme est au centre de nos préoccupations. Depuis l'avènement de la 11ème République, le Gouvernement a mis au point des programmes destinés à cultiver chez le rwandais l'esprit d'entreprise et d'innovation, lui permettant ainsi de participer à la création des conditions indispensables à l'amélioration de son niveau de vie et au bien-être de sa famille. L'animation et l'alphabétisation sont des instruments indispensables à la meilleure connaissance des responsabilités et à une meilleure utilisation de nos ressources pour les faire fructifier au profit de la communauté.

C'est pourquoi instruire et former les masses populaires constituent un devoir de justice sociale et culturelle. Les Centres Communaux de Développement et de Formation Permanente (CCDFP) n'ont été créés que pour renforcer la capacité de la population à prendre en charge collectivement son propre développement et pour promouvoir et diffuser les techniques propres à l'amélioration des condi-

tions de vie de tous et accélérer le progrès social et culturel. Dans d'autres, de gros efforts restent encore à faire. Mais il y a lieu de constater que grâce à la sensibilisation du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement et à des actions réfléchies du Gouvernement, le peuple a pris en main sa propre destinée. Les gens mangent mieux même si encore insuffisamment et surtout qualitativement, s'habillent convenablement, améliorent continuellement leur maison d'habitation, cultivent le souci d'augmenter leurs connaissances. Le souci du Gouvernement de la 11ème République a toujours été de chercher tous les moyens possibles à mettre à la disposition du paysan pour l'armer dans la guerre ouverte contre le sous-développement. Nous savons que nous n'avons pas de ressources naturelles suffisantes. Le hasard l'a voulu ainsi. Mais par contre nous avons la tête et les bras. En les utilisant judicieusement nous pouvons faire un pas chaque jour dans le chemin du progrès.

Conformément au Manifeste de notre Mouvement, l'investissement en matière sanitaire a été favorisé parce qu'il améliore la santé de la population, facteur important de notre effort de développement. Plusieurs nouveaux hôpitaux ont été construit et les anciens ont été restaurés et agrandis. Des centres de santé remplacent progressivement les vieux dispensaires. La médecine de masse a été toujours privilégiée. La formation du personnel qualifié a été poursuivie de façon à satisfaire les besoins de la population. Mais dans ce domaine comme dans tous les autres secteurs de la vie nationale, nos moyens limités ne nous permettent pas de donner à tous les rwandais tous les soins qu'ils auraient souhaité avoir. C'est pourquoi nous avons toujours insisté sur la médecine préventive plutôt que sur la médecine curative. Une alimentation équilibrée et une hygiène individuelle et collective peuvent à elles-

seules éliminer plus de la moitié de maladies qui sévissent dans notre pays. L'éducation permanente de la population sera toujours nécessaire.

*Militantes et Militants du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement,*

La philosophie qui inspire notre politique de développement économique est celle de l'auto-développement, c'est-à-dire le développement économique, qui prend appui sur les forces vives du pays et la valorisation de ses propres ressources. Cette politique est dictée par le Manifeste de notre Mouvement qui dit que le Rwanda ne sera construit que par la somme des efforts de ses propres fils et filles et consacre ainsi le principe de compter avant tout sur ses forces. Nous considérons l'indépendance économique comme un fondement essentiel de l'indépendance réelle et véritable de notre pays.

Si nous insistons sur les principes qui inspirent notre politique de développement économique, c'est que c'est seulement à leur lumière qu'il est possible de mesurer à sa juste valeur le chemin parcouru depuis dix ans. Un développement écologiquement sain, socialement désirable et économiquement viable, voilà donc les critères auxquels nous vous soumettons notre appréciation des progrès accomplis.

Dès le lendemain de la Révolution morale du 5 juillet 1973, notre devoir était d'imprimer à notre économie un rythme de croissance suffisamment important pour entraîner une accumulation du capital indispensable à la construction continue de notre pays.

En prenant comme indicateur le produit national brut, qui malgré ses déficiences conceptuelles, reste un

éalon de comparaison valable, on constate que la période 1969 - 74 a été une période de croissance lente. Tandis que la période 1974 - 81 a été caractérisée par une croissance relativement forte, c'est-à-dire, en valeur réelle, le PIB a crû à un taux de plus de 5 pour cent par an, classant ainsi le Rwanda pour cette période, parmi les pays africains ayant enregistré des taux de croissance élevés. Cette croissance accélérée a eu un effet très positif surtout sur le plan du développement de notre infrastructure, sur celui de l'accroissement notable d'activités productrices nationales et sur la place prépondérante des rwandais dans les circuits commerciaux.

Tout cela a entraîné la naissance et l'extension progressive des marchés, des centres commerciaux et des centres de négoces. Ce qui permet de garantir, d'une façon croissante, l'approvisionnement de notre population en divers produits de première nécessité. Cela entraîne aussi l'émergence d'un noyau d'entrepreneurs locaux dont le rôle au développement ne peut être sous-estimé.

L'extension de l'infrastructure routière et la construction, grâce à l'Umuganda, des pistes carrossables dans les campagnes sont une autre conséquence de notre croissance économique qui est si visible pour celui qui a suivi notre développement depuis 10 ans. Ces infrastructures routières dont les principales sont : KIGALI – RUSUMO, RUHENERI – GISENYI, KIGALI – BUTARE – AKANYARU permettent aujourd'hui d'atteindre la plupart des endroits de notre pays qui étaient jusqu'alors d'accès difficile.

Cet effort majeur entrepris, atteindra son point culminant d'ici quelques années, lorsque tous les projets actuellement en cours seront terminés, permettant ainsi

à notre pays de disposer d'une excellente infrastructure routière. Ces projets sont : les axes KIGALI – RUHENGERI – CYANIKA, BUTARE – CYANGUGU et bientôt, la route KAYONZA – KAGITUMBA.

L'amélioration et l'extension des infrastructures aéroportuaires de KANOMBE ne feront que désenclaver d'une façon très sensible notre pays.

Ce réseau de communications ne favorise pas seulement les relations avec tous les pays amis voisins, l'impulsion de notre commerce extérieur, mais il accélèrent aussi les échanges intérieurs, source de progrès véritables. La croissance accélérée de notre économie a permis aussi le développement harmonieux de notre capital grâce aux efforts conjugués du Gouvernement et de la population urbaine.

La croissance réelle que nous avons connue n'est pas seulement le fruit des facteurs externes, comme certains voudraient bien le faire croire. Nous voyons surtout sa cause dans l'effort conscient que le Gouvernement a fourni pour promouvoir les conditions nécessaires au développement des forces productives : une politique hardie de désexclement, une scolarisation adaptée aux conditions de notre pays, une politique de l'emploi procurant aux travailleurs et ouvriers un revenu qui permet des cultures de rapport permettant au paysan de disposer d'un certain revenu monétaire assuré, une plus grande commercialisation des produits agricoles qui stimule la production et permet d'approvisionner les centres urbains.

Mais certains facteurs extérieurs ne peuvent pas être mentionnés lorsqu'il s'agit d'expliquer les progrès accomplis ces dix dernières années. Il s'agit de la contribu-

tion de l'aide et de l'assistance technique qu'accordent au Rwanda ses partenaires engagés dans la coopération internationale.

Les relations privilégiées que le Rwanda a pu établir avec la plupart des pays pratiquant la coopération internationale sont grandement dues au fait que les pays amis et organismes internationaux font confiance dans les efforts du Gouvernement et du peuple rwandais et apprécient la façon dont nous gérons notre économie. L'aide internationale nous a permis essentiellement de réduire l'écart séparant l'épargne nationale du volume d'investissement nécessaire, alors que l'assistance technique a permis de remédier à un autre de nos handicaps, à savoir, le manque de personnel spécialisé, et d'assurer un transfert de technologie qui doit nous être bénéfique.

Cette croissance économique réelle n'est pas accompagnée des inégalités sociales criantes. La distribution des revenus ne s'est pas dégradée. Nous pouvons être fiers que cette croissance économique n'a pas exacerbé les écarts de richesse entre une minorité accaparant le gros des ressources et la majorité de la population qui voit sa part relative se réduire de jour en jour, comme c'est le cas trop souvent. En effet, bien que nous soyons conscients que la vaste majorité de notre peuple vit toujours proche du seuil de la pauvreté, il faut néanmoins reconnaître que les fruits de la croissance réelle de ces dix dernières années se sont réparties beaucoup plus équitablement chez nous.

Pour apprécier l'évolution positive intervenue, en termes réels, dans le PIB, il convient d'apprécier la modification de la composition de la valeur ajoutée par secteur; on constate que la part de l'industriel est aujourd'hui trois fois plus importante. Bien que cela ne signifie pas que la

structure de production ait été fondamentalement changée, il faut convenir que cette évolution traduit la préoccupation constante du Gouvernement de promouvoir une industrialisation auto-centré et endogène. Cette évolution favorable traduit aussi l'accélération importante du taux de croissance des investissements intérieurs et de l'épargne intérieure brute.

Le Manifeste de notre Mouvement consacre l'austérité comme l'une des vertus fondamentales du peuple rwandais; elle est l'une des valeurs morales qui fondent la révolution rwandaise. Tenant aussi compte de cette exigence pour atteindre les objectifs du MRND, le Gouvernement s'y est conformé dans sa gestion des biens publics de l'Etat. Grâce à cette exigence, le Rwanda a réussi à éviter le financement par les déficits budgétaires. Il n'a pas toujours été facile de résister à ces tentations qui se seraient révélées désastreuses, car en se lançant dans les dépenses et emprunts exorbitants, nous aurions déjà épuisé nos réserves, nous connaîtrions aujourd'hui une inflation impossible à maîtriser et aurions des difficultés insurmontables pour le remboursement de nos dettes.

Le secteur rural ne pouvant que difficilement absorber une quantité appréciable de main-d'œuvre, c'est donc aux secteurs secondaire et tertiaire de prendre la relève, je veux donc dire l'industrie et l'artisanat de production.

Ce qui a été réalisé depuis 10 ans dans ce domaine naissant constitue la meilleure garantie pour une poussée importante, mais endogène, de notre industrialisation. Nous avons accumulé beaucoup d'expériences, nous avons mis en place certaines des préconditions nécessaires à la promotion harmonieuse d'entreprises rwandaises sur lesquelles reposera une partie essentielle de notre futur progrès

économique. La maîtrise bien conçue de notre industrialisation est un aspect essentiel pour son succès. Cela prend du temps et exige la mise en place d'une véritable stratégie cohérente, d'une formation appropriée, de la mise à disposition d'appuis logistiques et matériels, d'un système de crédit facile, mais efficace. Tout cela est bien entamé, et la création récente d'une chambre de commerce et d'industrie devra à son tour contribuer efficacement à l'avancement de ce secteur.

Toujours dans le domaine de la création d'emplois, c'est le secteur public qui en a été favorisé, sans que l'on puisse parler pour autant d'une fonction publique pléthorique. Au contraire, il s'agissait d'assurer que les diplômes rwandais trouvent un emploi qui leur permette d'acquérir des expériences et se rendre utiles à la société. Avec la mise en place, patiente, mais conséquente,

- d'une infrastructure matérielle surtout dans les domaines qui ont des effets d'entraînement importants sur l'activité d'autres secteurs,
- d'une réforme complète de formation et d'enseignement dans le dessein de toujours mieux répondre aux besoins socio-économiques de notre pays, et
- de la mise en place de certaines politiques (crédit, industrialisation etc...) il sera de plus en plus possible d'assurer des emplois intéressants ailleurs que dans la fonction publique, ce qui réduira d'autant la pression sur cette dernière en terme de marché de travail.

Rappelons, pour son importance primordiale, que la priorité la plus pressante du Gouvernement a été, est, et sera, la promotion du paysan rwandais permettant l'autosuffisance alimentaire objectif pour lequel toutes nos

forces ont été mobilisées. Il convient de rappeler un certain nombre de mesures et actions du Gouvernement, parmi bien d'autres, et qui dénotent sa préoccupation fondamentale en la matière :

- l'accent mis sur l'identification et la réalisation des projets et programmes régionaux ayant comme but d'accroître surtout la productivité des petits producteurs,
- la mise en place d'un système de crédit en milieu rural, avec la création d'un Fonds de Garantie devant couvrir les risques encourus par les institutions de crédit œuvrant en milieu rural.
- la création et le renforcement de l'OPROVIA dans le but de faciliter la commercialisation des produits vivriers et d'assurer au producteur un prix juste,
- la hausse substantielle du prix payé au producteur du café, qui l'a située d'emblée au niveau le plus élevé, et cela en termes réels, de tous les pays d'Afrique. Cela comporte certains risques, certes, surtout que les prix mondiaux ont beaucoup chuté depuis, mais le Gouvernement estime que le paysan rwandais qui produit l'essentiel du café sur sa petite exploitation familiale doit être assuré d'une rentrée d'argent sur laquelle il peut toujours compter et qui lui permet d'améliorer son sort,
- l'accent mis sur le développement communal, c.à.d. apporter le soutien de l'Etat de façon privilégiée aux communes appelées à prendre une part de plus en plus importante dans le développement rural en organisant, en lançant et en réalisant des projets de développement locaux. Pour cela, il fallait mettre en place le Fonds de Développement Communal et doter les Communes d'une infrastructure qui les rende capables de jouer ce rôle.

Bien que beaucoup de réalisations peuvent être mentionnées sur ce plan, les besoins dépassent constamment les moyens dont nous disposons. C'est une œuvre de longue haleine et le Gouvernement fera tout ce qui est possible pour accélérer le développement de nos communautés, qui doivent devenir les véritables foyers de notre auto-développement.

Un souci constant a été d'assurer une distribution aussi égalitaire que vaste des produits de première nécessité sur l'ensemble du territoire. Organisée en coopérative, TRAFI-PRO qui a fêté récemment ses 25 ans d'existence a connu ces dix dernières années une très grande expansion. Offrant l'énorme avantage pour le consommateur de pratiquer un prix identique dans toutes les parties du pays et ne profitant pas des pénuries pour augmenter ses bénéfices, TRAFI-PRO est le principal stabilisateur des prix au Rwanda. Son action ne peut être dissocié de la préoccupation permanente du Gouvernement d'assurer que le progrès économique soit réparti d'une façon aussi homogène que possible pour que chacun d'entre nous puisse en bénéficier pleinement.

Il est également de première importance pour le Gouvernement que l'ensemble de notre population puisse avoir accès à des instruments indispensables, tels que certaines possibilités de crédit et de dépôt. Il faut souhaiter dans ce contexte une plus grande expansion de nos Banques Populaires dans nos campagnes. Ce qui permettra à une très grande partie de notre population d'avoir accès à cet instrument d'accumulation qui doit avant tout servir à la grande majorité de nos habitants. Je me permets d'insister à nouveau que l'élan d'expansion des Banques Populaires ne soit point coupé. Il est réjouissant de voir que d'autres banques commencent à décentraliser leurs activités pour devenir elles aussi des instruments servant au progrès du plus grand

nombre. L'action que nous espérons toujours plus efficace de la Banque Rwandaise de Développement est aussi à mentionner dans ce contexte.

*Militantes et Militants du MRND,*

On ne peut s'imaginer qu'une économie nationale puisse se construire, fonctionner, sans que les problèmes énergétiques soient résolus. La 11ème République a entrepris un vaste programme destiné à accroître toujours davantage la disponibilité des ressources énergétiques du pays. L'interconnexion des réseaux NTARUKA — RUSIZI I, la mise en marche de la centrale de MUKUNGWA ont fait plus que doubler la production d'électricité. Après l'achèvement des lignes moyennes tensions RUHENERI — GISENYI et KABARONDO — KIBUNGO — ZAZA, toutes les Préfectures seront alimentées par le réseau national. Il y a lieu de noter aussi des programmes importants d'électrification rurale qui ont vu le jour dans plusieurs régions du pays. Cet effort appréciable doit être continu. Une stratégie nationale d'énergie, produit d'efforts importants dans le domaine de la recherche et d'études entreprises ces dernières années, par les départements concernés et le BUNEP, sera mise au point d'ici peu. Cette stratégie devra permettre de faire face, d'une façon concertée et intégrée, aux inquiétudes que suscite l'approvisionnement énergétique du pays, vu ses énormes besoins qui grandissent chaque jour.

Nous venons de voir comment la croissance économique réelle, que nous avons vécue depuis 10 ans, nous a apporté :

*Militantes et Militants du MRND,*

- un accroissement notable de notre production alimentaire qui a permis de nourrir largement notre population malgré l'augmentation trop rapide de cette dernière;

- une «rwandisation» importante de notre économie qui voit dans plusieurs secteurs clés des rwandais assurer de plus en plus leurs responsabilités qui sont celles d'assurer le destin même de notre peuple, c'est-à-dire de la maîtriser.

A ces deux bienfaits globaux nous devons ajouter un redressement sensible de la gestion macro-économique. Et c'est sur ce dernier point qu'il faut encore dire un certain nombre de choses.

Si quelques acquis de ces 10 dernières années que nous venons de citer ont particulièrement été concrets, pour l'ensemble de notre population, il est un domaine dont l'action du Gouvernement a été déterminante : c'est la gestion macro-économique. Son effort est moins visible, d'une façon concrète, mais cette action constitue un préalable indispensable prioritaire pour que le progrès réel qui est la justification ultime de nos politiques de développement, puisse avoir lieu.

Il s'agit de la gestion globale de certains secteurs économiques qui sont à la base de notre développement. On se plaît à souligner que le Rwanda se caractérise par une saine gestion de ses ressources, surtout budgétaires et monétaires. Les Rwandais sont sensibles à cette appréciation, car elle reflète ce qui est notre conviction fondamentale : nous ne pouvons faire le maximum avec ce que nous avons et nous assurer de tous les concours pour que l'assise de notre accumulation des richesses soit aussi endogène que possible, qu'elle soit le fruit de nos efforts propres et non pas l'illusion fictive de certains articles brillants, mais spéciaux. La véritable indépendance d'un peuple, garant ultime de sa dignité, c'est de dépendre en fin de compte de ses propres décisions. Voilà pourquoi il est important

de donner à notre Etat une marge d'indépendance financière et économique, afin de disposer de disponibilités financières suffisantes qui ne sont pas amputées par des engagements à long terme qui hypothèquent notre liberté et qui lient mains à pieds nos générations futures.

Ainsi notre politique budgétaire se caractérise par une approche prudente et circonspecte. Cette approche inspire toute notre attitude face aux Finances Publiques. Je ne pense pas qu'il faille financer notre développement par des déficits budgétaires qui ne pourraient être essuyés que par la création de la monnaie, source d'inflation et de goulets d'étranglements. Voilà pourquoi le Gouvernement a pu enregistrer quelques excédents budgétaires annuels, malgré la forte hausse des dépenses, excédents qui étaient l'équivalent d'un pour cent en moyenne du PIB, pendant la période 1974 - 1980. Pendant la même période, la pression fiscale (c'est-à-dire la part des impôts dans le PIB) a augmenté sensiblement; elle le sera encore davantage dans les années à venir, pour permettre à l'Etat d'accroître ses dépenses ordinaires dont beaucoup sont axés sur le développement (salaires des agents de vulgarisation...) et ses dépenses de développement proprement dits, c'est-à-dire les investissements publics. La politique d'austérité, une politique du budget et de la balance des paiements réaliste et équilibrée étaient et seront la base d'une saine gestion de notre économie.

Le Rwanda est très conscient de l'équilibre précaire qui existe entre les ressources matérielles, financières et humaines du pays. Voilà pourquoi il s'agissait de ne pas trop hypothéquer l'avenir. C'est la raison principale pour laquelle notre endettement est faible; non seulement le Rwanda a pu bénéficier de conditions très libérales dont étaient assortis les flux d'aide, mais le Rwanda a aussi évité le piège de s'engager dans une politique d'investissements ruineuse.

Un autre paramètre important conditionnant l'évolution de notre économie est la gestion de notre monnaie et de nos réserves. Si à l'aube de la 11ème République nos réserves n'étaient guère suffisantes pour couvrir un seul mois d'importations, nos réserves monétaires en devises couvrent aujourd'hui l'équivalent d'environ sept mois d'importation des biens et de services. Cela a été rendu possible par une gestion prudente de la demande intérieure, la croissance économique réelle entraînant la croissance de la masse monétaire, et l'augmentation des flux d'aides.

Notre monnaie est liée au dollar des Etats-Unis qui s'est fortement apprécié depuis environ 2 ans. Les bienfaits globaux de cette situation pour le Rwanda sont évidents, bien qu'une ou deux industries souffrent d'une baisse de leurs recettes. Le Gouvernement s'emploie avec les partenaires et les aides extérieures à trouver les solutions adéquates et les remèdes correspondant à chaque diagnostic.

Des propositions de dévaluer notre monnaie nous ont été avancées, avec insistance. Le Gouvernement, après analyse, ne croit pas aux miracles de cette solution. Dans un pays qui ne vit que des importations et dont les quelques exportations sont quantitativement limitées soit par notre faiblesse de production, soit par une politique internationale de contingentements, l'on ne peut s'empêcher d'un certain scepticisme quand aux bienfaits d'une opération de dévaluation non bien maîtrisée. D'autant plus que les prix de ces exportations sont unilatéralement fixés en dehors de nos possibilités d'interventions.

Que nos amis comprennent notre appréhension et nous aident à réfléchir plus profondément sur ce problème.

J'ai déjà dit que la coopération internationale a été un autre élément essentiel dans la construction de notre développement économique. Cette dernière s'est accrue considérablement pour constituer en 1974- 1981 une proportion de 13 pour cent du PIB, alors qu'auparavant (1969-1974) cette proportion n'était que de 2 pour cent. Le Rwanda a fait l'objet d'un traitement attentif de la part de nos partenaires internationaux. Cette coopération n'a pas été seulement le fruit d'une grande générosité de nos amis partenaires, mais cette générosité se fondait à la fois sur la stabilité politique du pays et la préoccupation des pouvoirs publics de promouvoir l'égalité des chances économiques de chaque Rwandais.

La coopération internationale nous est indispensable pour concourir au développement socio-économique du pays. Elle est fondée, de la part des pays partenaires sur le fait que le Gouvernement rwandais appliquant fidèlement les principes de notre Mouvement, travaille véritablement pour le développement du pays et qu'il prend les mesures voulues à cet effet.

*Militantes, Militants du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement,*

En matière de politique extérieure, la Deuxième République s'est attachée à mener une diplomatie active, en s'inspirant des principes fondamentaux de l'éthique et de la morale internationale et en mettant particulièrement l'accent sur l'instauration d'un climat propice à des relations de bon voisinage ainsi que sur l'ouverture sans réserve à l'égard de tous les pays épris de paix, de liberté, d'égalité et de justice.

Depuis le 5 juillet 1973, le Rwanda s'est très largement ouvert à l'amitié et à la coopération internationale,

dans le souci de rétablir son crédit dans le concert des nations et de mobiliser les contributions requises pour soutenir l'effort national du développement.

Nous avons ainsi multiplié, jusqu'au niveau politique le plus élevé, les contacts et les échanges de visites avec nos amis et partenaires dont le cercle ne cesse de s'élargir au sein de la communauté internationale.

La priorité revenait tout naturellement à la promotion de relations plus harmonieuses avec les pays voisins qui, je dois le souligner, ont réservé le meilleur accueil à toutes les initiatives et démarches destinées à instaurer un climat de confiance mutuelle, afin de tirer profit des facteurs géographiques, socio-culturels et historiques communs qui doivent constituer autant de traits d'union entre nos peuples respectifs.

Parallèlement à cette politique de bon voisinage, qui, au-delà des relations bilatérales, se double de la volonté et de la ferme détermination de promouvoir la coopération régionale et sous-régionale, la Deuxième République s'est attachée à approfondir et à développer des relations d'amitié et de coopération, conformément aux principes de politique extérieure définie dans le Manifeste du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement.

Ces relations se sont développées avec un dynamisme croissant qui a permis au Rwanda de mieux se faire connaître et apprécier sur la scène internationale et de mobiliser la sympathie agissante de partenaires toujours plus nombreux, dans le cadre de ses efforts de développement.

A cette heureuse occasion, il m'échoit l'honneur et l'agréable devoir de proclamer solennellement notre haute appréciation pour l'aide au développement dont le Rwanda

est l'heureux bénéficiaire et de réitérer l'expression de notre profonde reconnaissance à tous les pays et organismes amis pour l'attention particulière qu'ils ne cessent de témoigner à l'égard des problèmes de développement de notre pays.

En s'attachant aux principes de respect mutuel entre les nations, de coexistence pacifique, de non-alignement positif, de solidarité, de coopération et de soutien aux peuples dont les droits inaliénables et fondamentaux sont encore bafoués, tout au cours de ces dix dernières années, le Gouvernement Rwandais a manifesté une présence de plus en plus active sur la scène internationale, en multipliant les contacts à caractère bilatéral et en participant aux forums où sont débattus les problèmes liés aux relations internationales.

Beaucoup plus que par le passé, le Rwanda est engagé dans les efforts visant à consolider l'éthique qui découle des objectifs fondamentaux définis notamment dans la Charte des Nations-Unies, dans celle de l'OUA et adoptés comme règle de conduite par le Mouvement des pays Non-Alignés.

Le bilan que les efforts engagés dans cet esprit ont permis d'enregistrer, donne lieu à un constat de satisfaction que je tenais à exprimer à l'occasion de ce dixième anniversaire que nous célébrons en exaltant les résultats atteints par le peuple rwandais grâce à l'élan du renouveau, imprimé à la nation le 5 juillet 1973 et exhortant à doubler de détermination pour s'engager dans la voie du développement.

En politique extérieure, cet élan concrétisé par la promotion et le renforcement croissant des relations d'amitié et de coopération avec les pays qui partagent avec le Rwanda les idéaux de paix, de liberté, d'égalité et de justice.

C'est dans ce cadre que je voudrais saluer à nouveau en votre nom, tous les Hôtes de marques qui ont tenu à rehausser de leur présence la joie du peuple rwandais en lui manifestant ainsi une sympathie qui constitue un témoignage éclatant quant au crédit dont notre pays jouit de la part des Gouvernements et Organismes amis qu'ils représentent.

Je me réjouis de leur renouveler nos sentiments de sincère gratitude pour l'hommage que, par leur présence personnelle à ces manifestations, ils ont rendu aux liens d'amitié qui unissent le Rwanda à leurs pays respectifs.

*Militantes et Militants du MRND,*

Ces derniers temps certains milieux, relayés par une certaine presse, mal informée ou mal intentionnée, se plaignent à intoxiquer l'opinion nationale et internationale prétendant qu'au Rwanda les libertés fondamentales ne sont plus respectées. Nous voudrions, quant à nous, nous féliciter de ce que depuis la date mémorable du 5 juillet 1973, le peuple rwandais vit dans la symbiose grâce à la Paix et à l'Unité Nationale retrouvées. La Paix et l'Unité pour le Développement constituent, comme vous le savez, le fondement de notre action politique.

Dans le Manifeste et Statuts, nous avons affirmé que le respect de la personne humaine est au centre des préoccupations de notre Mouvement, que les grandes libertés traditionnelles telles que la liberté d'opinion, la liberté de presse, la liberté de conscience, et la liberté confessionnelle ainsi que leur exercice sont garantis. Mais, nous avons également affirmé que ces libertés doivent s'exercer dans la discipline pour renforcer l'ordre social, consolider la paix et l'unité nationale et assurer le meilleur rendement

de chacun dans les activités constructives de la Nation. De même, Notre Constitution, adoptée démocratiquement par référendum consacre un important chapitre aux libertés politiques et à leur exercice.

Ce sont ces dispositions constitutionnelles et ces principes de notre Mouvement qui guident notre action de chaque jour. Nous avons déjà eu l'occasion de montrer l'importance que nous attachons à ces principes notamment lors des menées subversives de mars - avril 1980 qui ont failli ravir au peuple la paix et la tranquillité chèrement acquises. Dernièrement encore, le peuple rwandais a montré au monde son attachement au respect de la personne humaine lorsque il a accueilli sur son territoire, malgré les contraintes de tout genre, les personnes venues d'un pays voisin, démunies de tout.

Concernant plus particulièrement les égarés de mars - avril 1980, le Gouvernement et le peuple rwandais se félicitent de ce que leur procès s'est déroulé dans les conditions optimales, de ce que les magistrats qui ont eu à s'occuper de cette affaire ont agi en toute liberté et indépendance et ont rendu un verdict qui honore notre pays.

Je tiens à réaffirmer que le respect de la loi constitue une garantie constitutionnelle à laquelle nous sommes attachés. Aussi, la procédure judiciaire ayant été scrupuleusement respectée, toutes les personnes condamnées doivent purger leur peine.

Concernant la liberté d'expression et plus particulièrement les garanties dont jouissent les organes de presse pour exercer ce droit, le Comité Central du MRND et le Gouvernement viennent d'arrêter les mesures de nature à favoriser une meilleure collaboration. Ces mesures ont été portées à la connaissance de tous les responsables des organes d'information qui les porteront, à leur tour, à la connaissance de leurs collaborateurs. Je souhaite que tous

les hommes de presse se pénètrent davantage de leur devoir d'informer pour former et mobiliser la population rwandaise pour son développement. Et je renouvelle solennellement mon engagement de consacrer toutes mes forces et énergies à faire respecter, par chaque rwandaise et par chaque rwandais, pour chaque habitant de ce pays, les libertés fondamentales telles que définies par notre Constitution et Manifeste du MRND.

*Militantes, Militants du MRND,*

Je vous ai fait le bilan des dix années qui ont suivi le 5 juillet 1973. Il est largement positif.

Cependant nul mieux que le Rwanda ne connaît les échecs subis, les déficiences enregistrées, les handicaps qui l'accaborent, les échéances qui l'attendent.

Mais malgré la crise internationale qui frappe de plein fouet les économies les plus faibles, dont celle du Rwanda, nous avons bien tenu le gouvernail de notre bateau pour l'empêcher de chavirer.

Les dix ans qui viennent de s'écouler constituent une source de fierté. Fierté pour la paix retrouvée, pour l'unité qui nous anime, pour le développement auquel chaque enfant de ce Pays est désormais acharné. Fierté pour notre UMUGANDA, qui nous a redonné l'espoir en nous-mêmes, pour notre Mouvement, réunificateur et mobilisateur, source de dialogue et de concertation. Fierté pour notre effort constant pour une saine gestion, pour le cercle de nos amis qui s'agrandit toujours davantage. Source de légitime fierté que ces dix ans écoulés. Et source de promesse d'un avenir meilleur pour chaque rwandais. Le progrès réalisé et vécu a été le fait de chaque Militante et Militant du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement et de tous nos amis qui nous aident. Qu'il en soit toujours ainsi dans l'avenir.